

Liberté, Egalité, Parité, toujours !

Nous ne devrions pas avoir à écrire ni à signer ce texte. Les femmes n'ont-elles pas les mêmes droits civiques - celui de voter et d'être éligible- que les hommes depuis 68 ans déjà? Des lois dites de parité n'ont-elles pas été votées dès 1999, première mondiale érigeant en principe le fait de favoriser l'égal d'accès aux mandats électoraux et aux fonctions électives ? Et ne vient-on pas de nommer le premier gouvernement paritaire de la 5eme République? Alors comment se fait-il que le pouvoir soit en fait toujours aussi viril ?

L'exclusion des femmes demeure une réalité dans les instances de pouvoir: l'Assemblée nationale élue en 2007 lors de dernières législatives était à 81,5% masculine. Depuis 1988, sur les 577 circonscriptions, 413 n'ont envoyé aucune femme à l'Assemblée. Cette année, l'UMP n'a investi que 28% de femmes candidates aux législatives. Le classement de notre pays concernant la proportion de femmes parlementaires empire avec les années : la France est aujourd'hui à la 69eme place au niveau mondial.

Cette exception française et cette résistance de l'Assemblée Nationale, - institution pourtant emblématique de la démocratie représentative - incarne le fait qu'au-delà des équations individuelles, l'inertie d'un ordre sexué perdure. Celui-ci puise ses racines dans notre histoire, y compris démocratique : la citoyenneté à la française pensée par les Lumières fait encore de l'ombre aux femmes qui ont été exclues d'un universalisme en réalité masculin. Leur sexe faisant d'elles des êtres d'instinct plus que de raison, elles ont été exclues de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, du suffrage universel, du Code civil... Il nous reste encore à mener un travail de désacralisation de ces principes, entamé par les mouvements féministes pro-parité des années 90.

En conséquence, le monde politique se caractérise encore aujourd'hui par un sexisme ordinaire, parfois inconscient. L'inclusion des femmes, telle que nous venons de le voir au sein du gouvernement, n'est ainsi pas contradictoire avec la persistance de leur exclusion du pouvoir. Il s'exprime par la désignation de candidates dans des circonscriptions « difficiles », voire « ingagnables », mais aussi par le fait qu'elles sont souvent choisies pour leur cumul de différence (sexe, origine réelle ou supposée , âge, affiliation associative, etc.) plutôt que pour leur engagement partisan. Elles sont donc moins autonomes par rapport à celui qui leur a fait la faveur de les choisir.

Enfin, cette mandature se clôt sur des tentatives de remise en cause de la parité. En atteste la réforme territoriale, qui, en remplaçant les conseillers généraux et régionaux par des conseillers territoriaux élus au suffrage uninominal, le mode de scrutin le plus défavorable à la parité, aura pour conséquence de faire reculer de manière spectaculaire les progrès accomplis depuis 2000 au niveau des collectivités locales.

Renaît, avec le renouvellement de l'Assemblée nationale, l'espoir de voir la parité progresser de nouveau. Nous, militantes féministes, nous, candidat-e-s aux législatives, nous, universitaires, nous voulons participer à l'ouverture d'une nouvelle ère de la parité. Pour y parvenir, nous défendons un renforcement des lois dites sur la parité. Afin que la sanction financière ne soit pas qu'incitative mais aussi contraignante, nous soutenons une suppression pure et simple de toutes les aides publiques aux partis qui ne respectent pas la parité des candidatures aux législatives. Afin de lutter contre la professionnalisation et la confiscation de la vie politique, nous défendons une limitation du cumul des mandats simultanément et dans le temps. Nous nous mobiliserons enfin pour que la constitution « garantisse » et non plus

seulement « favorise » l'égalité, changement sémantique préalable à des mesures plus ambitieuses encore.

La question du partage du pouvoir ultime, le pouvoir politique, est centrale. Remettre en cause le monopole du pouvoir par la moitié masculine de la population n'est ni anecdotique, ni l'apanage d'une élite, ni un luxe outrancier en période de crise. C'est questionner le sens de notre démocratie, la place qu'occupe chacun-e d'entre nous et la manière dont nous voulons vivre et décider ensemble. Toutes et tous ensemble.

Tribune à l'initiative d'Osez le féminisme ! et du Réseau féministe Ruptures

Premier-e-s signataires

Militantes féministes

Thalia BRETON, Porte-parole d'Osez le féminisme !

Magali DE HAAS, Porte-parole d'Osez le féminisme !

Julie MURET, Porte-parole d'Osez le féminisme !

Anne-Cécile MAILFERT, Militante d'Osez le féminisme !

Monique DENTAL, Réseau féministe Ruptures

Universitaires

Réjane Sénac, Chercheure CNRS-CEVIPOF

Tribune ouverte à signatures de militantes et d'associations féministes, de candidat-e-s aux législatives de 2012 et d'universitaires.

Signatures à transmettre à contact@osezlefeminisme.fr avec la façon dont le/la signataire souhaite être présenté-é